

# LE FIGARO

lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



### STÉPHANE COURTOIS

AU-DELÀ DU MYTHE,  
LA VÉRITABLE HISTOIRE  
DE LA COMMUNE DE PARIS PAGE 16

### JARDINS

L'AGENDA DE L'ÉTÉ  
DES FESTIVALS ET  
FÊTES DES PLANTES PAGE 29



**FIGARO DEMAIN**  
Climat : les entreprises relèvent le défi du développement durable  
CAHIER SPÉCIAL



**CORONAVIRUS**  
Biden relance la piste du laboratoire chinois PAGE 6

**PROCHE-ORIENT**  
La France et Israël en froid après les propos de Le Drian PAGE 7

**AUTOMOBILE**  
L'Europe se lance dans la course à la production de batteries pour véhicules électriques  
PAGES 20 ET 21

**COSMÉTIQUE**  
Un entretien avec le chef Thierry Marx PAGE 28

**CHAMPS LIBRES**

- Au Mozambique, le djihadisme prospère sur le trafic de drogue
- Débats autour du monde : un entretien avec Michael Herzog et Ghaith al-Omari
- Le bloc-notes d'Ivan Rioufol
- L'analyse d'Eugénie Bastié

PAGES 14, 15 ET 17

**FIGARO OUI FIGARO NON**

Réponses à la question de jeudi :  
Pensez-vous que l'épidémie de Covid-19 aura disparu cet été ?

**OUI 17% NON 83%**

TOTAL DE VOTANTS : 158246

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Pensez-vous que l'on connaîtra un jour la vérité sur l'origine du Covid-19 ?

FABIEN CLAIREFOND - YANN MONEL

# Entre police et justice, les raisons de la discorde

Alors que l'exécutif s'efforce d'apaiser les tensions, notre sondage Odoxa-Backbone Consulting indique que les Français soutiennent davantage la police que la justice.

Une semaine après la manifestation des policiers et leur prise à partie du garde des Sceaux et de l'institution judiciaire, pointée pour son « laxisme », venait le temps des explications. Lors d'une table ronde du « Beauvau de la sécurité », jeudi, Eric Dupond-Moretti, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin et les syndicats de police ont tenté d'apaiser les tensions, propositions concrètes en main. Mais le terrain est miné depuis longtemps entre les deux institutions. Pour les Français, le match tourne globalement en faveur de la police, comme le montre le sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro* et Franceinfo. Les policiers sont jugés plus courageux (80%, contre 49% pour les juges), plus efficaces (63%, contre 42%) et moins laxistes (27%, contre 46%).

→ LES DOSSIERS QUI NOURRISSENT LA COLÈRE DES POLICIERS → PERQUISITIONS, PROCÉDURE, PV... CE QUE LA POLICE DOIT AMÉLIORER SELON LA JUSTICE  
→ DARMANIN, MINISTRE SOUS SURVEILLANCE → « EN MATIÈRE DE DÉLINQUANCE, LA JUSTICE EST LE MÉDECIN, PAS LA MALADIE » PAGES 2 À 4 ET L'EDITORIAL



## Macron au Rwanda : « Je viens reconnaître nos responsabilités »

Sans présenter d'excuses et niant toute « complicité » de la France dans le génocide de 1994, le chef de l'État a reconnu à Kigali une « responsabilité accablante » des dirigeants de l'époque et suggéré que les victimes « puissent peut-être pardonner ». PAGE 5

**EDITORIAL** par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

## Impuissance publique

Pangloss se console en expliquant que rien n'a changé : un jour, c'est Beauvau qui crie le plus fort ; le lendemain, c'est Vendôme. Il se souvient des policiers contre Badinter, de Pasqua contre Méhaignerie, de Manuel Valls contre Christiane Taubira... La tension entre le maintien de l'ordre et l'État de droit, c'est vrai, ne date pas d'hier. Mais, aujourd'hui, le désordre s'étend, l'État s'affaïsse, le droit s'essouffie. Quand des policiers meurent sous les coups des islamistes, les balles des bandits, il ne s'agit plus d'une controverse théorique entre les tenants de la sécurité et les défenseurs de la liberté. Un élu, pour un regard, subit la bastonnade des délinquants et un médecin découragé par la violence gratuite ferme son cabinet. Adolescente tuée au couteau à Ivry-sur-Seine, femme brûlée vive à Mérignac, viol dans les rues de Paris : les seuils sont franchis un à un. Dans la France de l'impunité, plus personne n'a peur du gendarme, plus personne n'a peur du juge. L'un et l'autre se renvoient la faute : la police en fait trop, disent les uns ; la justice n'en fait pas assez, répondent les autres. Le théâtre politique maintient les appa-

rences : Gérard Darmanin tweete sa « détermination républicaine » à « ne rien céder », Eric Dupond-Moretti gronde et tempête au nom des grands principes. L'un et l'autre affichent d'avantageuses statistiques, mais rien n'y fait. La réalité est trop criante, la violence trop obsédante pour que l'opinion les écoute. Le délabrement de l'autorité apparaît dans les crimes barbares et les détails infimes de l'existence. Grandes et petites frontières ont disparu. Parents, professeurs, pompiers : nul n'est épargné par ce déchainement. Le droit de l'individu triomphe du devoir du citoyen. La « déglignue » (Jean-Pierre Le Goff) remplace la décence commune. A chaque épisode de cette grande dislocation, la chorégraphie est la même. Indignation, condamnation, demande de moyens, proposition législative, débat, polémique, et le manège termine son tour. « Jusqu'ici tout va bien... » Cassandre est priée de se taire pour laisser Pangloss habiller d'optimisme sa terrible impuissance. ■

### Les seuils de la violence sont franchis un à un

## En Paca, le grand malaise des élus de la droite

L'alliance de Renaud Muselier avec LREM a provoqué un profond trouble dans le camp des Républicains, chez les élus comme chez les militants. Thierry Mariani, le candidat du RN, qui espère tirer profit de cette stratégie, est déjà crédité d'une forte progression dans un sondage Elabe publié mercredi 26 mai. En cas de duel au second tour, la tête de liste RN et le président de région sortant seraient au coude-à-coude avec 50% d'intentions de vote, mais Mariani serait largement en tête au premier tour. PAGES 8 ET 9

## LOEWE FOUNDATION CRAFT PRIZE



Les nominés 2021 Exposition virtuelle loewecraftprize.com



9 770182 555459

M 00108 - 503 - F. 3,00 €

## INTERNATIONAL

# Au Rwanda, Macron reconnaît les « responsabilités » de la France

Le discours du chef de l'État a été bien accueilli à Kigali, ouvrant la voie à une réconciliation vingt-sept ans après le génocide des Tutsis.

TANGUY BERTHEMET @tanguyber  
ENVOYÉ SPÉCIAL À KIGALI

**AFRIQUE** L'exercice était solennel. Vingt-sept ans après le génocide des Tutsis, pour la première fois, un président français devait prononcer au Rwanda un discours formel sur cette tragédie. Un rappel de la mémoire et un jugement officiel sur le rôle si controversé de la France dans ces années sombres.

Emmanuel Macron a choisi de s'adresser avant tout aux victimes, dans les jardins du Mémorial de Gisozi, où reposent les dépouilles de 250 000 tués. « *Seul celui qui a traversé la nuit peut la raconter* », a-t-il dit. Et de rappeler « *la course éperdue* » des cibles des tueurs « *dans la forêt ou dans les marais* », « *une course sans arrivée et sans espoir* », le « *travail* » des assassins, avec ce débit de voix lent qui convient au requiem.

Plus que sur l'évocation de ces mois sinistres, le président français n'ignorait pas que c'est sur la lecture des actions françaises en ce printemps 1994 mais aussi dans les années précédentes que ses mots étaient guettés. « *En me tenant, avec humilité et respect, je viens reconnaître l'ampleur de nos responsabilités* », a expliqué le président, soulignant que « *la France a un rôle, une histoire (...) politique au Rwanda* ». Elle a, à ses yeux, une « *responsabilité* » « *accablante* » quand « *en s'engageant dès 1990 (...) la France n'a su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde* » puis en restant malgré tout « *de fait au côté d'un régime génocidaire* ». Aujourd'hui, Emmanuel Macron veut assumer cette part sombre, au nom d'un « *devoir* » : « *Celui de regarder l'histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence* ». « *Une exigence envers nous-mêmes* ».

**« Seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent pardonner, nous faire le don alors de nous pardonner »**

EMMANUEL MACRON

Pour autant, le président français a choisi, dans cet acte de contrition, de ne pas prononcer d'excuses, ni même le mot, comme des associations et des spécialistes l'y encourageaient. « *Un génocide, ça ne s'excuse pas* », a-t-il affirmé en guise d'explication un peu plus tard. Il a préféré espérer la venue d'un pardon, sans toutefois vraiment le demander, avec une formule étrange. « *Seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent pardonner, nous faire le don alors de nous pardonner* ». « *Un pardon, cela ne s'exige pas* », a-t-il analysé un peu plus tard.

Emmanuel Macron, fidèle à sa ligne, c'est en revanche montré nettement plus clair pour réfuter les accusations de complicité de la France dans le génocide. « *Elle n'a pas été complice* ». « *Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n'avaient pas le visage de la France* ».

Ce discours, dont chaque mot a été longtemps pesé et jusqu'au

dernier instant, veut mettre un terme à « *vingt-sept années de distance amère* ». Il est surtout le fruit d'un long processus entamé dès le lendemain de l'élection présidentielle. Emmanuel Macron estime que la réconciliation pleine et entière avec le Rwanda est un passage obligé pour relancer les relations franco-africaines. La première étape passe, dès 2018, par l'encouragement très direct de Paris à la candidature de Louise Mushikiwabo au poste de secrétaire générale de la Francophonie. Alors ministre des Affaires étrangères rwandaises, cette femme à poigne est aussi très proche du président rwandais, Paul Kagame. Ce soutien fait grincer des dents. Le Rwanda est le seul pays au monde à avoir remplacé l'enseignement scolaire en français par l'anglais. Mais le gouvernement insiste, et Louise Mushikiwabo est élue début 2019. Au printemps de cette même année, Emmanuel Macron lance le second pas vers la réconciliation en chargeant l'historien Vincent Duclerc d'examiner l'ensemble des archives françaises sur le Rwanda entre 1990 et 1994, une vieille demande des associations de victimes. Le rapport, remis en avril dernier, conclut à une « *responsabilité lourde et accablante* » de l'Élysée d'alors mais écarte la notion de complicité.

En parallèle, le Rwanda fait aussi des gestes de bonne volonté. Peu après la diffusion du texte de la commission Duclerc, Kigali publie son propre rapport. Confié au cabinet américain Muse, il arrive sensiblement aux mêmes conclusions. Dans les mois précédents, Emmanuel Macron et Paul Kagame ont multiplié les rencontres. Pour finir, le chef de l'état rwandais se rend en mai à Paris, où il finalise l'annonce officielle d'une invitation chez lui. Il accepte également la nomination d'un ambassadeur de France à Kigali, un poste vacant depuis 2015. La voie est dès lors ouverte pour le discours que Macron veut historique.

Reste désormais à savoir si les mots choisis par le président français ont pensé, au moins un peu, les plaies d'un passé trouble. Paul Kagame, qui, fait inédit a qualifié d'« *ami* » son homologue français, semble le penser. Il y a vu « *un discours puissant avec un sens profond* », « *un pas majeur* », balayant les éventuels manques d'un revers de main. « *Ces mots sont plus forts que des excuses. Ils étaiant la vérité. Et la vérité est dangereuse* ». Conscients des polémiques que soulève en France tout repentance, même timide, il a salué « *un acte d'une énorme courage* ». À la sortie du mémorial, Valérie Mukabayire, présidente des Veuves du génocide, dont la plus grande partie de la



Le président Emmanuel Macron et son homologue rwandais, Paul Kagame, jeudi, à Kigali.  
LUDOVIC MARIN/AFP

famille est morte sous les coups des tueurs, paraissait elle aussi prudemment soulagée. « *Je pense que c'est un pas. Tout ne peut pas finir aujourd'hui* ».

En creux, comme son président, elle réclame désormais des efforts de la justice française. « *Il y a des centaines de génocidaires qui ont trouvé refuge en France et qui ont souvent aujourd'hui la nationalité française. C'est leur endroit de prédilection. Il faut un accord d'extradition pour juger ces gens* », affirme Johnston Busingye, le mi-

nistre de la Justice. Pour l'heure, seuls trois Rwandais ont été condamnés en France. Emmanuel Macron, qui a reconnu qu'« *il ne peut y avoir de réconciliation sans justice* », a promis de débloquent les moyens et de « *retoucher les textes de loi si nécessaire* ». Plus que tout autre, le sort d'Agathe Habyarimana, la veuve de l'ancien président rwandais, réfugiée en banlieue parisienne depuis vingt-cinq ans, va servir de symbole de cette volonté ou de nouvelle pierre d'achoppement. ■

## Le lourd héritage de Mitterrand encombre les socialistes

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVNL

Ce jeudi 20 mai au matin, Olivier Faure est bien ennuyé. Quelques heures plus tôt, Vincent Duclerc lui a claqué dans les doigts... L'historien, qui a travaillé deux ans à la tête d'une commission chargée de faire la lumière sur le rôle de la France dans le génocide, ne veut plus débattre en fin de journée avec Bernard Cazeneuve. La soirée avait été montée par l'ex-député Jean-Marc Germain, chargé des affaires internationales au PS et à la tête d'une commission destinée à rédiger un rapport sur les années Rwanda. Une tâche d'une sensibilité extrême alors que les gardiens du temple de François Mitterrand - qui forment un bloc encore bien vivant, dur et uni - ne veulent rien entendre de ceux, souvent plus jeunes, qui voudraient bien ouvrir les fenêtres et, au moins politiquement, tourner la page.

Vincent Duclerc savait qu'il allait se retrouver face à un de ses gardiens intransigeants. Trois jours plus tôt, l'ex-premier ministre, corapporteur en 1998 de la mission d'information parlementaire sur la politique de la France au Rwanda, avait aussi critiqué son rapport dans un entretien au Monde, jugeant qu'il s'agissait d'une « *contribution à la vérité* » mais « *pas de la vérité* ». Il avait pointé un « *biais rétrospectif, c'est-à-dire l'analyse des événements dont on connaît l'issue* » ; regrette aussi que le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, n'ait pas autorisé l'accès de ses archives à la commission et encore que la commission n'ait pas eu accès à « *toutes les archives, celles des États et institutions qui ont pu avoir un rôle* ».

Devant une trentaine de cadres

du PS, le 20 mai, Faure doit lire le mot d'excuses de Duclerc, indiquant que les idées de Cazeneuve sont trop arrêtées et que le débat entre eux ne serait pas constructif. Résultat, la soirée sera glaciale... Cazeneuve a des mots parfois durs et une attitude jugée par plusieurs « *méprisante* » face aux deux responsables du parti qui ont accepté en dernière minute de débattre avec lui : le député des Landes Boris Vallaud et le coprésident du Conseil national du PS, Luc Broussy. Ni l'un ni l'autre ne sont spécialistes du dossier. Comme Olivier Faure, ils souhaitent éclairer ces lourdes années et en tourner la page. Quitte à

**Le PS ne peut pas rester dans une position figée sur le Rwanda.**

LUC BROUSSY, COPRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

écourner l'image de Mitterrand. Ses détracteurs - des figures de poids comme Hubert Védrine, Paul Quilès ou Jean Glavany - défendent autant le bilan de l'ancien président que leur propre honneur. Ils se montrent sévères vis-à-vis d'Olivier Faure, l'accusant d'être sous l'influence du député européen Raphaël Glucksmann, un de leur fervent opposant.

**Son discordant**

Une déclaration de Michel Rocard exhumée par *Libération* le 26 mai et qui aurait été censurée en 1998, alors qu'elle émettait un son discordant, a aussi fait resurgir une

vieille guerre dont les héritiers sont toujours vivants. Marisol Touraine, ex-ministre et collaboratrice de Michel Rocard, juge ainsi que la gauche n'a pas à se sentir tétanisée face à son histoire. « *On peut être reconnaissant vis-à-vis de Mitterrand, dit-elle, tout en reconnaissant qu'il y a des sujets sur lesquels ses prises de position n'ont pas été idéales* ». Tandis que Luc Broussy ajoute : « *Le PS ne peut pas rester dans une position figée sur le Rwanda. Je n'ai pas envie de dire que c'est le scandale de la V<sup>e</sup> République, mais, tout en respectant Mitterrand, on peut pointer les erreurs de l'époque. Par respect aussi pour les Rwandais* ». ■



ROLEX  
Chronographe "Monoblocco"  
Réf. 3525 - Circa 1938  
Vente de Genève - 9 mai 2021 - Lot 231  
Vendue 150'000 CHF

**Antiquorum**  
AUCTIONEERS SINCE 1914

**JOURNÉES D'EXPERTISE SUR RENDEZ-VOUS**

MONACO — 31 mai et 1er juin  
20 Boulevard Princesse Charlotte  
Domaine de Roqueville  
98000 Monaco

Tél. : +33 (0)6 30 17 36 93  
monaco@antiquorum.swiss

PARIS — 26 et 27 mai  
Boutique Romain Rea  
25 rue Marbeuf  
75008 Paris, France

Tél. : +33 (0)1 40 69 01 23  
paris@antiquorum.swiss

Prochaine vente au enchères  
Antiquorum en association avec MC Luxury Auction  
Mercredi 21 juillet 2021  
Hôtel de Paris - Monaco



OMEGA  
Chronomètre à Tourbillon  
Circa 1947  
Vente de Genève - 9 mai 2021 - Lot 444  
512'500 CHF